

Dans ce texte, Vangelis Goulas fait le bilan de la séquence ouverte en janvier par la victoire de Syriza en Grèce et qui s'est close avec l'acceptation par Tsipras d'un troisième memorandum, l'imposition d'un « coup d'État constitutionnel » et la transformation de Syriza en parti austéritaire.

Vangelis Goulas est membre d'Unité populaire, qu'il a rejoint après avoir été l'un des animateurs de Syriza-Paris.

J'étais en Grèce au moment des élections, pour y exercer mes droits et devoirs de citoyen hellène. J'ai décidé de faire le voyage car je voulais, par mon vote, donner une voix aux 200 000 jeunes qui, au cours des 5 dernières années, ont été contraints de quitter le pays à la recherche d'un emploi à cause de la ravageuse politique d'austérité et des memoranda.

La stratégie de la défaite « un accord à tout prix, l'Euro à tout prix »

J'ai perçu l'incompréhension et la peur quant à ce qui s'est passé et qui nous a menés jusque là. Ce que j'ai perçu, c'est la fin de l'espoir, et l'imposition de l'idée que c'en était fini. Que Tsipras était le seul à s'être battu, mais qu'il n'y était pas parvenu, après dix-sept heures de négociation, que nous avons été victimes de chantage, qu'il n'existe aucune alternative et qu'il nous faut maintenant appliquer les memoranda.

C'est, pour l'essentiel, [ce qu'Alexis Tsipras a soutenu le 13 juillet](#). Quand il n'avait pas encore commencé à défendre le 3^e mémorandum comme son propre enfant¹. « Je n'avais pas le choix », a martelé Alexis Tsipras, ressuscitant ainsi le dogme néolibéral du « TINA » [There Is No Alternative, en anglais]. Dans une société en pleine radicalisation, Tsipras a veillé à prendre le contrôle et à neutraliser toute tendance radicale des gens. Il y est parvenu en transformant en Oui le Non du peuple, qui le 5 juillet avait ignoré les chantages de l'establishment européen tout entier.

Des milliers de militant•e•s ont livré une lutte désintéressée pour porter Syriza au pouvoir. Mais le programme de Syriza, le programme directement applicable de Thessalonique², n'a jamais été mis en œuvre. Dès février, le gouvernement a continué de rembourser la dette, alors que le programme de Syriza, collégialement défini lors du congrès, stipulait qu'aucun sacrifice ne serait fait pour la dette et la monnaie, s'engageant à suspendre tout paiement jusqu'à ce que soit réalisé un audit comptable de la dette³. Les créanciers ont procédé à des actions unilatérales, tout d'abord avec Draghi qui, en février, a refusé les obligations helléniques, et jusqu'à la fermeture des banques en forme de coup d'État, en juillet.

Le gouvernement, soutenant qu'il ne prendrait pas de mesures unilatérales, tout en continuant à assurer les remboursements au FMI, a dû recourir à l'emprunt national, jusqu'à racler tous les fonds de tiroirs des collectivités locales, puis à se trouver en incapacité de paiement. Les décisions étaient prises au sein d'une petite équipe formée autour du Premier Ministre ; durant tout ce semestre, le Comité Central du parti n'a été convoqué qu'une fois. À chaque fois, le débat autour des propositions alternatives était clos avant même d'être engagé, selon des procédures expéditives

Au lieu de placer les créanciers devant un ultimatum, le gouvernement a réussi, avec cette politique de la reculade constante, à mettre ces derniers en position d'imposer eux-mêmes

~~un ultimatum à la Grèce, par la voix de J.-C. Juncker. Dès lors, la seule solution encore possible pour Alexis Tsipras était le référendum. Pour sortir de l'impasse dans laquelle il avait lui-même placé le pays, en définissant a priori les limites de la négociation : « un accord à tout prix, l'Euro à tout prix ». Rien à voir, bien sûr, avec la déclaration programmatique de Syriza, « aucun sacrifice pour l'euro ».~~

Référendum : le Non transformé en Oui, ou la concession de l'hégémonie à la droite

Le peuple grec, ne cédant pas aux chantages ni au terrorisme national et européen, ignorant ceux qui menaçaient la Grèce d'une sortie forcée de l'euro si le NON l'emportait, a livré la bataille et a vaincu, avec un fier Non de classe face aux memoranda et à l'austérité. Mais certains, au cœur du gouvernement, avaient d'autres plans.

Dès le mercredi précédant le référendum, des économistes et cadres du gouvernement provenant de l'aile droite du Syriza conseillaient à Tsipras de reculer. Ils craignaient que n'advienne ce qui est effectivement advenu. Ils craignaient ce NON du peuple, c'est pourquoi ils avaient déjà mis sur les rails les évènements qui suivirent. Le lendemain du référendum, Alexis Tsipras a appelé un conseil des chefs politiques sous l'égide du Président de la République [afin de former une équipe de négociation nationale](#). Négociation qui, comme l'a noté Tsipras, était censée respecter les lignes rouges du gouvernement (mais qui se souvient de ces lignes rouges ?) mais aussi garantir « le maintien dans la zone euro à tout prix ».

La Présidente du Parlement, Zoé Konstantopoulou, a alors demandé à être informée, et a réclamé les minutes de cette séance. Celles-ci ne lui ont jamais été remises. C'est ainsi que nous en sommes arrivés à [ce criminel accord du 13 juillet](#).

À l'acceptation d'un mémorandum de mise sous tutelle, avec des conditions pires encore que celles des deux précédents memoranda – baisse des retraites, reculade complète sur les droits des travailleurs, abandon de la souveraineté nationale et grand bradage des biens nationaux à... des entreprises du secteur public allemand⁴.

Au même moment, d'un bout à l'autre du monde, se faisaient entendre #This is a coup et #Tsiprasleavethesummit. Des milliers de citoyens criaient à Tsipras : « Laisse-les tomber ! Quitte le sommet ! ». Je ne vais pas ici analyser davantage les raisons pour lesquelles Alexis Tsipras n'aurait pas dû en arriver là, pourquoi il aurait dû dire non au chantage, respectant ainsi le OXI et le mandat contraignant du peuple grec qui lui demandait d'en finir avec l'austérité et une dette non soutenable.

Nous ne nous concentrerons pas ici sur ce qui n'a pas été fait, mais sur ce qui l'a été par le gouvernement Tsipras et ses nouveaux amis, grecs ou étrangers. Comment, de la dénonciation du chantage et des déclarations du Premier Ministre au Parlement sur la contrainte faite au gouvernement de parvenir à un accord contre sa volonté, nous en sommes arrivés à voir le gouvernement et Alexis Tsipras défendre le 3^e mémorandum, soutenant qu'ils l'appliqueront, eux, mieux que les autres.

La mutation mémorandaire, le coup d'État institutionnel et le Syriza

La proposition Junker, rejetée à 60% par le peuple grec, stipulait clairement que la « Grèce reconnaît la soutenabilité de la dette et réitère son obligation de la rembourser ». C'est, à peu de choses près, ce que contient l'accord du 13 juillet. Depuis 2010, les experts du FMI savaient que la dette n'était pas soutenable et que les emprunts ne pourraient être remboursés sans une véritable saignée. Encore un exemple de la façon dont le Non du peuple grec a été métamorphosé en Oui du jour au lendemain.

Le 15 juillet, jour funeste pour la démocratie, le Parlement Hellénique a ratifié le chantage, en votant l'accord du 13 juillet. Par 229 « oui » à tout, 64 « non » (parmi lesquels 32 députés de Syriza) et 6 abstentions, les députés ont voté l'abandon de la souveraineté nationale et la protection de tous ceux qui, par falsification des données, ont contribué à mettre le pays sous le joug des memoranda en 2010, de tous ceux qui ont détruit le pays. A l'extérieur se déroulaient des échauffourées, la police ayant attaqué violemment les manifestants, dont le groupe de la jeunesse de Syriza. Les policiers ont fait disperser une manifestation d'environ 12 000 personnes opposées aux réformes, la journée a été marquée par la première grève de fonctionnaires depuis l'arrivée de Syriza au pouvoir. La position des créanciers qui soutiennent que la dette est soutenable s'en est trouvée légitimée.

Le 15 juillet, 110 des 201 membres du Comité Central de Syriza ont publié un texte condamnant l'accord et demandant du chef du parti, Alexis Tsipras, qu'il convoque immédiatement une réunion du Comité Central afin de projeter, selon des procédures collectives, la sortie des memoranda et de cet accord illégal⁵. Malheureusement, cette réunion n'aura lieu que bien trop tard.

Une vaste tentative de déconstruction politique, sociale et morale des dissidents et une attaque sans précédent lancée par les media des oligopoles de l'establishment avaient déjà démarré à l'encontre des députés de la plateforme de gauche de Syriza et de tous ceux qui avaient voté Non. Pour preuve, l'exemple significatif des attaques contre Panagiotis Lafazanis, selon lesquelles il projetait une attaque contre l'Hôtel des Monnaies afin de financer la drachme et autres absurdités, les [attaques contre Zoé Konstantopoulou](#) et Nadia Valavani, le dépôt de plaintes contre Yanis Varoufakis au motif de trahison suprême et les tentatives coordonnées de pénalisation de la position défendant la rupture avec les créanciers et les représentants politiques comme une alternative. Malheureusement, dans ces fuites vers les media, certains « cercles du Maximou » [la résidence du Premier Ministre] ont joué un rôle majeur. Le coup suivant de Tsipras fut de procéder à un remaniement ministériel, le 18 juillet, afin d'éloigner les ministres de la Plateforme de gauche.

Le 22 juillet, en moins de 24 heures, le Parlement vota plus de 1000 pages, en trois articles, du Code de Procédure Civile, et 1130 d'articles d'incorporation de directives européennes. Mesures d'accélération du sauvetage des banques aux dépens des citoyens. Un exemple : le Code de Procédure Civile prévoit que les banques passent avant l'Etat et les salariés en cas de liquidation des éléments de fortune d'une entreprise.

Lors de la réunion du Comité Central qui ne s'est finalement tenue que le 30 juillet, le parti était divisé en deux camps. Ceux qui s'opposaient à l'accord ont tenté de faire voter une résolution du CC condamnant l'accord avec les créanciers et réclamant la tenue d'un Congrès Ordinaire du Syriza, c'est-à-dire du même corps de congressistes que ceux qui avaient fondé le Syriza en 2013, les mêmes qui avaient rédigé et entériné le programme et

les statuts du Syriza, désigné les membres du Comité Central actuel tout comme Alexis Tsipras pour diriger le parti⁶.

Ceux qui soutenaient la proposition de la « ligne présidentielle » mais aussi les 53, dont un grand nombre avaient signé l'appel des 110, ont accepté la proposition d'Alexis Tsipras pour un congrès extraordinaire en septembre, avec l'assurance donnée aux membres du Comité Central qu'il était hors de question qu'on ait recours aux élections en septembre⁷.

La proposition d'Alexis Tsipras a donc remporté la majorité, et nous avons tous compris qu'il était hors de question qu'un congrès se tienne en septembre. Il était évident que les dirigeants de Syriza avaient un plan très clair pour la refondation d'un nouveau Syriza, que l'équipe gouvernementale a choisi sans consultation du parti.

Les 13 et 14 août, nous voilà arrivés au vote du troisième mémorandum. Quatre cents pages environ comprenant des clauses de démantèlement des relations de travail, des droits sociaux... de liquidation des biens publics et tant d'autres, contenus dans des amendements votés par le Parlement selon la procédure d'extrême urgence, sans que quiconque les ait lus, sans que quiconque en ait débattu... cinq jours plus tard, le chef du gouvernement annonçait sa démission.

La démission d'Alexis Tsipras a été accueillie, comme on pouvait s'y attendre, par des commentaires positifs de la part de la presse néolibérale européenne et de l'oligarchie de Bruxelles. « Démissionner pour mieux régner » : le titre significatif du *Courrier International*, et Angela Merkel de renchérir : « les élections grecques ne sont pas un élément de la crise, ce sont un élément de la solution au problème ».

Il était désormais clair comme de l'eau de roche pour nous tous que l'accord de soumission signé par le gouvernement comprenait également un certain nombre d'obligation pour Syriza, parmi lesquelles, en premier lieu, celle de se débarrasser des poids morts, c'est-à-dire de tous ceux qui n'avaient pas voté « oui » à tout, ceux qui s'étaient refusés à trahir le mandat populaire, ceux qui ont dit « non ».

Dans ces conditions, des centaines de militants et cadres de Syriza ont rendu leur carte du parti. Malheureusement, nombreux furent ceux qui ont décidé de rentrer chez eux et de se tenir à l'écart de la bataille politique cruciale imminente. Les membres de la Plateforme de gauche ne furent pas les seuls à démissionner, mais aussi la plupart des camarades membres de mouvements qui donnaient un souffle radical au Syriza.

Le gouvernement a démissionné, donc. Personne n'a renversé le gouvernement, [comme certains l'ont affirmé de façon mensongère](#). Pour qu'un gouvernement soit renversé, il faut une motion de censure, qu'aucun membre de l'opposition n'a déposée, puisque les 230 députés, ensemble, ont voté l'odieux accord.

Le gouvernement aurait pu demander le vote de confiance, mais cela supposait l'ouverture d'une procédure de trois jours de débats au parlement. On a vu comment le gouvernement, par des procédures « fast track » dignes d'un coup d'État, a fait passer les votes pour les conditions préalables et pour le troisième mémorandum. Le choix de la date, geste habile de la part de Tsipras, avec des élections ne laissant que trois semaines pour la campagne électorale, en violation même de la Constitution. La décision de la tenue de ces élections a été prise en accord avec les créanciers. Comme l'a d'ailleurs dénoncé la Présidente du Parlement, Zoé Konstantopoulou, le Président de la République a servi la cause du gouvernement en court-circuitant la Présidence du Parlement, puisqu'il a annoncé la tenue

Tout cela pour réduire encore la période préélectorale, de manière à ce que les élections se tiennent avant que les adversaires politiques de M. Tsipras n'aient eu le temps de se préparer, et surtout avant que le peuple grec n'ait eu une chance quelconque de sentir dans sa chair la dureté extrême des mesures du troisième mémorandum.

L'Unité Populaire

Les députés qui ont refusé de voter le troisième mémorandum-assassin, les ministres qui ont fait fi des fauteuils ministériels et des titres, tous ceux qui sont restés fidèles aux engagements face au peuple ont créé, lors de l'annonce des élections, le groupe parlementaire de l'Unité Populaire, qui s'est mué en un front d'organisations et de mouvements de gauche pour livrer la bataille électorale lors de cette courte période, pour garder en vie le OXI du peuple grec, l'alternative et l'espoir.

C'est la première fois qu'une formation politique est créée après l'annonce des élections, sans aucun financement public et en l'absence de toute structure organisationnelle préexistante. Le système tout entier s'est efforcé - et il est finalement parvenu à ses fins - de défenestrer la seule et unique force véritablement anti-mémorandum du Parlement. L'attaque avait été lancée, comme je l'ai déjà mentionné, dès juillet. Nous avons à faire face aux sondages truqués qui donnaient au coude à coude Nouvelle Démocratie et Syriza, procurant ainsi un argument de poids au vote utile.

Bien entendu, les erreurs et insuffisances n'ont pas manqué de notre côté non plus, comme aussi notre difficulté à formuler clairement nos propositions et à convaincre de notre capacité de les mettre en œuvre. Mais qui donc saurait mettre sur pied un programme complet et détaillé en trois semaines, [alors même qu'il est privé de la structure organisationnelle d'un parti](#) ?

Le résultat : notre tentative s'est faite dans la hâte, davantage comme l'addition de cadres que comme une véritable procédure collective à partir de la base. Nous aurons bien sûr, dans la période qui vient, tout le temps nécessaire pour nous reconstruire et nous organiser à travers des procédures collégiales démocratiques, pour nous poser en tant que l'acteur collectif à même d'exprimer la résistance aux mémoranda et au régime de supervision, aux politiques libérales anti-ouvrières, mais aussi en tant qu'acteur capable de mettre sur la table, de spécifier et de documenter scientifiquement la solution alternative en proposant au peuple et aux travailleurs une voie démocratique pour sortir du tunnel. Il est aussi de notre devoir, dans les temps qui viennent, de soutenir et de renforcer les luttes sociales et populaires.

La peur, grand vainqueur de ces élections

Au bout du compte, ces élections ont enregistré la victoire de tous ceux qui, y compris au sein du Syriza, misaient sur la victoire du OUI au référendum.

Deux mois après la victoire éclatante du « NON au mémoranda », les Grecs ont élu un Parlement majoritairement composé de partis qui soutiennent le mémorandum. La dispute consistait alors à savoir quel parti s'avérerait capable de mieux appliquer l'accord. On l'a vu

dès la campagne, pour laquelle Syriza a choisi pour slogan « Nous votons pour un Premier Ministre ». C'était bien compréhensible : le programme, lui, avait été fixé ailleurs : c'était le troisième mémorandum avec les termes odieux de l'accord de prêt l'accompagnant.

Lors de ces élections, certains sont parvenus à éloigner les électeurs des urnes en cultivant la rengaine du « tous pareils, les élections ne changent rien ». Le taux de participation du 20 septembre marque un record négatif pour un scrutin national, au moins pour la période post-guerre mondiale. Ce taux, 56,55%, peut seulement se comparer au 52% des élections européennes de 2009.

Syriza a perdu 323 000 voix par rapport à janvier ; la Nouvelle Démocratie, 200 000 voix, Aube Dorée, 9 000 voix, le Potami 150 000, le KKE 38 000 et les Grecs Indépendants (ANEL) 93 000 voix. En valeurs absolues, les électeurs ayant exprimé leur vote sont 800 000 de moins en septembre qu'en janvier, et 600 000 de moins qu'en juillet pour le référendum. L'abstention sans précédent traduit un fort degré de désillusion, de désapprobation et enregistre, dans une large mesure, une abstention des jeunes.

Pire : lors de ces élections, le peuple a, par son vote, entériné un accord odieux. Le vote du peuple a été extorqué par le chantage. On a remis dans les mains de l'ennemi de classe les armes idéologiques indispensables pour la lutte de la gauche et des travailleurs. Les premières œuvres du nouveau gouvernement confirment malheureusement nos prédictions : comme c'était à craindre, on voit se profiler des coupes franches dans les retraites, une modification de l'âge limite de départ à la retraite et des réductions des droits des travailleurs. Les « lignes rouges » mises autrefois en avant par le gouvernement font désormais figure de mauvaise blague. Et, cerise sur le gâteau, M. Tsipras se fait voir à la Fondation Clinton, en bon représentant de commerce, pour y quémander des investissements et prétendument permettre ainsi au pays de retrouver, via le bradage des biens nationaux, la voie de la croissance.

Dans un pays où les investissements publics ne sont plus qu'une légende du lointain passé, dans un pays où les entreprises publiques bénéficiaires sont cédées pour une bouchée de pain aux entreprises allemandes.

« Si tu ne trouves pas le printemps, fais-le ! » (Odysseas Elytis)

Je comprends l'inquiétude, voire la peur des camarades français qui – de la même façon que nous fermions les yeux pour ne pas voir –, parce qu'ils ont accordé leur soutien et investi des rêves et des luttes, ne peuvent admettre la défaite de Syriza et le changement de ligne sans précédent du gouvernement Tsipras. Je conçois aussi que, faute d'être correctement informés, ils s'en prennent à l'Unité Populaire.

Nous, mes camarades et moi-même qui avons quitté Syriza et l'organisation Syriza-Paris pour intégrer l'Unité Populaire, nous avons été et serons aux côtés des luttes du mouvement social en France, aux côtés des luttes contre l'austérité, contre les lois anti-ouvrières comme la loi Macron, contre les mémoranda de tutelle et d'austérité qui transforment la Grèce en protectorat de Bruxelles. L'Union européenne et l'euro-zone signifient l'institutionnalisation des politiques néolibérales, des mémoranda, de la pauvreté et la « sanctification » de l'austérité pour la classe ouvrière et pour les classes subalternes et intermédiaires.

Dans ce tournant décisif pour le mouvement, les luttes de classe et les revendications sociales, il est crucial que nous tirions les justes conclusions de la défaite. Que les peuples qui sont victimes des politiques imposées par les vautours néolibéraux de Bruxelles, définissent tous ensemble la contre-attaque, pour une autre Europe libérée du règne néolibéral, une Europe des peuples libres, alliés ensemble, mais souverains. Pour une Europe où les mots « il n'existe pas d'alternative » (TINA) ne seront plus qu'une anecdote de mauvais goût.

Merci à Marie-Laure Veilhan pour la traduction du Grec.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.

références

références

- ↑1 « Nous avons un accord sur trois ans. On nous demandait de faire de la casse, des privatisations, on exigeait également un déficit zéro pour les caisses de retraite et de sécurité sociale. (...) Nous avons malgré tout réussi à obtenir des exigences inférieures à celles de l'accord précédent ». Voir : <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-alexis-tsipras-pourrait-annoncer-sa-demission-ce-soir-499465.html>
- ↑2 « Nous nous engageons, face au peuple grec, à remplacer dès les premiers jours du nouveau gouvernement – et indépendamment des résultats attendus de notre négociation – le mémorandum par un Plan National de Reconstruction, rigoureusement élaboré, et chiffré avec précision. Le Plan National de Reconstruction se constitue d'un ensemble de mesures pour le redressement économique et social, regroupées autour de quatre grands axes ». Voir : <http://syriza-fr.org/2014/10/03/discours-de-alexis-tsipras-a-lexposition-de-thessalonique/>
- ↑3 « Il existe l'éventualité qu'au cours de la renégociation des menaces soient prononcées ou même des chantages, concernant la cessation des financements, la sortie de l'euro, ou d'autres. Mais, comme nous avons voulu le résumer par le mot d'ordre que nous avons lancé – qu'il n'y aurait "aucun sacrifice pour l'euro" – pour nous la priorité absolue est l'évitement de la catastrophe humanitaire et la satisfaction des besoins sociaux, non pas l'assujettissement à des obligations contractées par d'autres qui ont placé le pays sous hypothèque ». Voir : <http://syriza-fr.org/2013/01/16/le-manifeste-de-sy-riz-a-les-objectifs-de-notre-programme/>
- ↑4 « Ironie de l'histoire, la majorité des parts de Fraport est détenue par la ville de Francfort et par l'Etat de Hesse ... et donc par les pouvoirs public allemands ». Voir : <http://www.lesechos.fr/monde/europe/021267411415-la-grece-privatise-14-aeroports-regionaux-1145187.php?oA70TIRbhcoFPLk.99>
- ↑5 « Nous demandons au comité central de nous réunir immédiatement et nous invitons les membres, les cadres et les députés de Syriza à préserver l'unité du parti sur la base de notre conférence, des décisions et de nos engagements en matière de programme ». Voir : <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/alexis-tsipras-desavoue-par-son-parti-492214.html>
- ↑6 « Congrès permanent : Dans le cas de décisions d'importance cruciale, le Congrès permanent est convoqué par les représentants du congrès ordinaire précédent. La thématique du congrès permanent est strictement limitée au sujet pour lequel il est convoqué. La convocation d'un congrès permanent peut être demandée par le Comité Central ou par des Organisations de Membres représentant un quart des membres du SYRIZA, ou directement par 15% des membres de ce dernier ».
- ↑7 « Congrès extraordinaire : Entre la tenue de deux congrès ordinaire, il est possible que soit convoqué un congrès extraordinaire doté de toutes les compétences d'un congrès ordinaire. La convocation d'un congrès extraordinaire peut être demandée par le Comité Central ou par des Organisations de Membres représentant un quart des membres du SYRIZA, ou directement par 15% des membres de ce dernier. La convocation du congrès extraordinaire doit être faite dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de la requête correspondante ».